



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 3993

Texte de la question

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. le président. La parole est à M. Christian Jacob, président du groupe Les Républicains.

M. Christian Jacob. Monsieur le Premier ministre, depuis de longues semaines, la France vit au rythme délétère des grèves, des blocages, des violences. Les Français sont lassés de ce spectacle lamentable, qui donne une image catastrophique de notre pays. L'espace public est occupé par des groupuscules, qui pensent que leur idéologie doit s'imposer aux lois de la République. Les policiers sont agressés par des casseurs et par des voyous d'extrême gauche. Un syndicat, qui a fait la campagne de François Hollande en 2012, prend en otage les Français, bloque les raffineries, empêche la parution des journaux.

Monsieur le Premier ministre, il est temps de dire que le vrai responsable de tout cela, c'est François Hollande, qui, par ses mensonges et ses faiblesses, a généré le blocage du pays (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains*) et le pourrissement de cette situation. On a bien compris, monsieur le Premier ministre, que vous ne vouliez pas perdre la face, mais vous l'avez perdue ! Vous avez divisé votre camp et battu le record d'impopularité jusque-là détenu par Jean-Marc Ayrault.

M. Guy Geoffroy. Ce n'est pas peu dire !

M. Christian Jacob. La France a besoin d'une autorité sereine, monsieur le Premier ministre, pas de vos énervements à répétition. Les Français n'acceptent pas que vos anciens amis de la CGT paralysent notre économie et fassent de la France la risée du monde. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Les Français n'acceptent pas de compter les points dans un concours d'ego entre vous et le secrétaire général de la CGT. Dans ces conditions, monsieur le Premier ministre, quand allez-vous tirer les conséquences politiques de la défiance de votre majorité et du rejet que vous inspirez aux Français (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains*) ?

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le président Christian Jacob, bloquer le pays, empêcher les Français de se déplacer et de vivre normalement, abîmer l'image de la France, menacer la reprise économique qui, incontestablement, se dessine, c'est inacceptable. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*) C'est pour cela que nous resterons fermes et lèverons les blocages partout où c'est nécessaire.

M. Patrice Carvalho. Comme le 49.3 !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Nous ferons preuve de la plus grande intransigeance à l'égard de ceux qui font usage de la violence, s'en prennent à nos forces de l'ordre, attaquent des permanences d'élus, alors que tous les regards se tourneront vers la France lors du lancement de cette belle compétition de football qu'est l'Euro 2016.

Notre pays est une grande démocratie, où le débat est libre, où chacun a le droit d'exprimer ses convictions, ses opinions et ses oppositions.

Mme Marie-George Buffet. Et le droit de grève ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Mais notre pays a aussi un impérieux besoin de réformes. Parce que nous sommes dans une économie ouverte, parce que nos entreprises doivent être plus compétitives, parce que le chômage de masse fait tant de ravages, ce gouvernement ne renoncera pas à agir, à réformer, à prendre les mesures qui s'imposent, alors que la confiance revient, que l'investissement est là, que la consommation des ménages est incontestable, que nous avons de bons chiffres dans le secteur de la construction et, surtout, que l'on compte 70 000 chômeurs de moins depuis le début de l'année.

M. Christian Jacob. Et les investissements étrangers ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je vous invite donc, monsieur Jacob, à sortir de la caricature. Quand l'économie d'un pays va mieux et qu'il y a moins de chômeurs, vous devriez vous en réjouir ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Réformer, monsieur Jacob, est une démarche exigeante.

M. Christian Jacob. Vous n'avez rien réformé !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il faut de l'écoute et du dialogue. Le Gouvernement, notamment la ministre du travail, Mme El Khomri, en a fait la démonstration. Mais il faut aussi avoir une vision claire : moderniser sans jamais casser notre modèle social. Par ailleurs, chacun doit faire attention aux mots : les caricatures, d'où qu'elles viennent, ne produisent jamais de solution. C'est pour cela que j'ai condamné ce matin les propos du président du MEDEF, qui ont attisé les tensions.

M. Christian Jacob. Et la CGT, vous l'avez condamnée ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Le projet de loi Travail est indispensable. Nous ne reviendrons pas sur la philosophie de ce texte. Nous avons besoin de décentraliser le dialogue social, de faire confiance aux acteurs de terrain dans l'entreprise, les entrepreneurs et les salariés. Et nous devons aussi casser, monsieur Jacob, ces barrières qui empêchent d'embaucher et de recourir au CDI. Nous devons enfin donner plus de droits aux salariés. C'est l'ambition de ce projet de loi, comme l'a rappelé par exemple le secrétaire général de la CFDT.

Monsieur Jacob, le projet de loi Travail, qui a été adopté par le biais de la procédure de l'engagement de responsabilité, sera examiné en commission cette semaine au Sénat. Nous verrons bien, monsieur le président, au-delà des caricatures et de vos questions, qui depuis ces dernières semaines se ressemblent toutes, ce que vos collègues du groupe Les Républicains en feront au Sénat.

M. Christian Jacob. Il sera intéressant de voir ce que votre majorité va en faire !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Nous verrons à ce moment-là, et c'est la vertu du débat démocratique, quelle est votre vision de la démocratie sociale, de l'entreprise et des droits des salariés.

M. Claude Goasguen. C'est du baratin !

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. Ce sera l'occasion pour chacun de présenter ses projets de réforme. Le programme des candidats à la primaire de votre groupe est intenable, et vous le savez. Il mettrait notre pays à genou, alimenterait les divisions et accentuerait les inégalités. Oui, monsieur Jacob, nous réformons et nous tiendrons bon sur cette réforme parce qu'il y va de l'intérêt du pays (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Jacob](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3993

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er juin 2016](#)